



BRE / Section procédures environnementales

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022 (centrale d'enrobage mobile à chaud temporaire)

N° DCL-BRENV-2025- 101-1

SAS THIVENT

Les Moquets

71800 LA CHAPELLE-SOUS-DUN

Carrière de La Chapelle-sous-Dun

Lieu-dit « Les Moquets »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2022-39-1 du 8 février 2022 portant autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur la commune de La Chapelle-sous-Dun au lieu-dit « Les Moquets » à la société SAS M. THIVENT ;

Vu l'arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement du 14 janvier 2025 (le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale) ;

Vu la demande déposée le 17 janvier 2025 par la société SAS M. THIVENT dont le siège social est situé – Les Moquets - 71800 La Chapelle-sous-Dun, en vue d'exploiter une centrale d'enrobage mobile temporaire au sein de l'emprise de la carrière de La Chapelle-sous-Dun ;

Vu l'absence d'observation au cours de la consultation du public organisée du 4 au 19 mars 2025 ;

Vu le rapport du 31 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 08 avril 2025 par courriel ;

Vu l'absence d'observations sur ce projet ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 février 2022 susvisé ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société THIVENT porte sur l'installation et l'exploitation d'une centrale d'enrobage mobile à chaud pour une durée limitée à 22 mois afin de fournir en matériaux d'enrobés routiers les chantiers en cours sur la RCEA ;

Considérant que la modification pré-considérée n'est pas substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction de prescriptions complémentaires applicables à l'exploitant ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société SAS M. THIVENT dont le siège social est – Les Moquets - 71800 LA CHAPELLE SOUS DUN, qui est autorisée à exploiter une carrière de roche massive à la même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Liste des installations classées

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022 susvisé est remplacé temporairement par l'article 2 du présent arrêté.

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation et Volume autorisé |
|----------|--------|--|---|
| 2510-1 | A | Exploitation de carrières à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 (de cette même rubrique). | Surface du périmètre d'autorisation : 280 414m ² Surface exploitable : 142 500 m ² environ Production maximum : 380 000 t/an* Production moyenne : 350 000 t/an* Volume du gisement : 10 300 000 t (d=2,36) Durée : 30 ans |
| 2515-1.a | E | Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage de mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. | Installation de traitement d'une puissance totale de 1510 kW dont 530 kW en unité mobile |
| 2517-1 | E | Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. | Superficie de l'aire de transit : 40 000 m ² |
| 2521.1 | E | Centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers. | Puissances : 10 MW et 20 MW** Production annuelle : 80 000 t Combustible : GPL ou FOD |
| 2521.2.a | E | Centrale d'enrobage à froid au bitume de matériaux routiers. | Capacité de l'installation : 1600 t/j Production annuelle : 10 000 t |
| 1435.2 | DC | Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. | Volumes annuels distribués : - GNR et gasoil : 900 m ³ - Essence : 5 m ³ |
| 4718.2.b | DC | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). | Quantité totale susceptible d'être présente : • Une cuve aérienne de Propane de 27 t • Six cuves aériennes de 3,2 tonnes** Total 46,2 tonnes |
| 2518.b | D | Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques | Capacité de malaxage < 3 m ³ Production annuelle : 5 000 m ³ |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation et Volume autorisé |
|----------|--------|--|--|
| 4801.2 | D | mécanisé. Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. | Quantité susceptible d'être présente : <ul style="list-style-type: none"> • 230 t (220 m³ de bitume en cuves aériennes) • 2 cuves de 110 m³ (250 t)** Total 480 t |

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D (C) : Déclaration (avec contrôle périodique)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

*production nette commercialisable (hors stériles de production)

**** ajout temporaire d'une centrale d'enrobage à chaud (mobile) et ses équipements annexes destinée à la production d'enrobés pour les chantiers de la RCEA exploitée en sous-traitance par l'entreprise ROGER MARTIN**

Article 3 – Durée temporaire d'autorisation exploiter la centrale d'enrobage à chaud (entreprise ROGER MARTIN) et limite de l'emprise de l'installation

La centrale d'enrobage mobile à chaud implantée selon le plan en annexe 1 est autorisée pour une durée totale maximale de 22 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le périmètre des limites de l'installation temporaire doit être matérialisé par une clôture ou être au moins signalé à toute personne étrangère s'approchant des installations. L'interdiction d'accès à toutes personnes non autorisées doit être signalée clairement par des panneaux en périphérie de l'installation.

Article 4 – Point de rejets atmosphériques canalisés de la centrale d'enrobage temporaire à chaud

L'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022 susvisé est complété par l'article 4 du présent arrêté.

Le rejet atmosphérique des effluents de la centrale d'enrobage à chaud (ROGER MARTIN) s'effectue dans les conditions suivantes :

| | |
|---------------------------------|-------|
| Hauteur minimale de la cheminée | 17 m |
| Vitesse minimale d'éjection | 8 m/s |

Article 5 – Valeurs limites d'émissions de la centrale d'enrobage temporaire à chaud

L'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022 susvisé est complété par l'article 5 du présent arrêté.

Les valeurs limites d'émissions de la centrale d'enrobage à chaud temporaire (ROGER MARTIN) sont fixées par l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

Article 6 – Surveillance des émissions atmosphériques de la centrale d'enrobage temporaire à chaud

L'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022 susvisé est complété par l'article 6 du présent arrêté.

L'exploitant procède à une mesure des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage à chaud temporaire dans un délai maximum de 1 mois après sa mise en service puis selon le tableau des périodicités fixées à l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement –

Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

La surveillance initiale porte sur tous les polluants visés à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

Article 7 – Remise en état de l'emprise d'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud temporaire

L'exploitant de la centrale d'enrobage à chaud temporaire est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérents à l'exploitation.

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages de produits et installations mobiles, mis en place durant la durée d'autorisation temporaire.

La remise en état de l'emprise doit être achevée au plus tard à la fin de la durée d'autorisation temporaire précisée à l'article 3.

En cas de pollution avérée des sols par les substances utilisées au cours de la période d'exploitation, l'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour évacuer les terres et matériaux souillés vers des installations dûment autorisées. Il conservera tous les justificatifs de traitement ou d'élimination des déchets dangereux produits.

L'emprise d'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud temporaire sera remise en état pour un usage de transit de matériaux issus de l'extraction de la carrière en phase 4, puis fera l'objet d'extraction en phase 5.

Article 8 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS M. THIVENT.

Article 9 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de La Chapelle-sous-Dun et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le 11 AVR. 2025

Le Préfet Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Délais et voies de recours

Agnès CHAVANON

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Annexe 1
Plan d'implantation de la centrale d'enrobage ROGER MARTIN

Illustration n° 2 : Vue aérienne



Vu par le préfet,
notre service a été avisé
Mâcon, le 11 1 AVR. 2025

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

